

COMMUNIQUÉ

La voie professionnelle mobilisée pour davantage de moyens et le rétablissement des heures de cours supprimées

Dans le contexte politique incertain, le SNUEP avec la FSU et l'intersyndicale des lycées professionnels (FSU, CGT Éduc'action, Se-Unsa, CFDT Enseignement Formation Recherche Publiques, SNALC, SUD éducation, CNT-FTE) appelle aujourd'hui à la mobilisation pour exiger un changement de cap pour la voie professionnelle scolaire tant dans l'intérêt des élèves que dans celui des personnels. Ces derniers rejettent en effet massivement la réforme de la terminale bac pro dont le fiasco avéré (heures de cours supprimées, absentéisme...) n'empêche pas pour autant le ministère de chercher à le renouveler cette année.

L'avancée des examens en mai a généré du stress supplémentaire pour les élèves comme pour les personnels. La suppression de quatre semaines de cours et le parcours différencié, dit « en Y », sources d'insatisfaction généralisée, n'ont pas amélioré la qualité de la formation dispensée et, de ce fait, les personnels de lycée pro se sentent moins utiles dans leur travail. Les élèves ont également compris que cette réforme ne servait pas leurs intérêts et dans quatre établissements sur cinq, plus de la moitié des élèves étaient absent·es des cours prévus dans le parcours poursuite d'études.

Si le décalage des examens fin mai et le rétablissement de deux semaines de cours dès cette année scolaire sont une légère avancée gagnée par la mobilisation syndicale, le SNUEP et la FSU exigent l'abrogation pure et simple du parcours Y et le rétablissement des examens à partir de la mi-juin. Ce n'est pas en enlevant des cours aux élèves les plus en difficulté que l'on va améliorer la qualification professionnelle en France.

Les demandes d'orientation en lycée professionnel augmentent mais les rectorats et les Régions refusent d'ouvrir le nombre de classes de bac pro et de CAP nécessaires. Depuis 2017 dans les lycées professionnels publics, il y a eu 6000 élèves supplémentaires pour 1200 emplois supprimés. En septembre, 9 000 élèves supplémentaires étaient attendu·es alors que 220 postes d'enseignant·es disparaissaient du budget 2025.

Pour le SNUEP-FSU, il y a urgence à investir dans les lycées pros. Un milliard d'euros, soit moins de 0,5 % des 211 Mds € de subventions versées sans contrepartie aux grandes entreprises, serait suffisant dès le budget 2026 pour ouvrir des formations, augmenter et améliorer le temps de formation des élèves, revaloriser fortement les personnels et recruter de nouvelles et nouveaux PLP.

L'accumulation de réformes ces dernières années a empêché les établissements de remplir correctement leurs missions de formation et d'émancipation de la jeunesse.

Quel que soit le ministre en place, le SNUEP-FSU continue de porter l'urgence d'obtenir des moyens suffisants pour fonctionner et l'abrogation de la réforme des lycées professionnels.

Pour les élèves et les personnels de la voie professionnelle, le SNUEP-FSU reste déterminé et œuvrera avec l'intersyndicale des lycées professionnels pour y parvenir.

Déterminés à gagner, défendre et proposer